

## La ville servira de point d'appui du comité Soutien à Ingrid Betancourt

Devant l'importance de la mobilisation populaire pour la libération de Florence Aubenas et Hussein Hanoun, les élus andrésiens ont décidé, à l'unanimité, lors du conseil municipal du 22 juin dernier, de se battre pour la libération d'Ingrid Betancourt et de soutenir son combat en faveur de la justice sociale, de la lutte contre la corruption, les narcotrafiquants et pour la défense des plus pauvres.

Faite prisonnière par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) le 23 février 2002, elle n'a pas donné de ses nouvelles depuis 22 mois. Sénatrice écologiste franco-colombienne, candidate à la présidence colombienne, elle a été enlevée avec sa directrice de campagne, Clara Rojas, il y a exactement 1 269 jours aujourd'hui. Fille d'un ancien ministre de l'Éducation nationale et d'une ancienne sénatrice, Ingrid Betancourt a vécu une grande partie de son enfance en France avant de partir en Colombie.

Ce vœu d'aider à la libération d'Ingrid Betancourt a été formulé après lecture d'un texte de son comité de soutien régional qui, dès qu'il a eu connaissance de la démarche andrésienne, a très vite contacté le maire, Olivier Henno, par l'intermédiaire de sa responsable, Virginie Martin, lui proposant une réunion publique courant octobre, avec la participation de Juan-Carlos Lecompte, le mari d'Ingrid, et peut être de sa fille Mélanie.

Saint-André servira de point d'appui au comité de soutien d'Ingrid Betancourt.

Mais la démarche andrésienne ne s'est pas uniquement limitée à l'organi-

sation de cette réunion publique puisque Olivier Henno a adressé une lettre à vingt-deux des plus importants sénateurs des États-Unis, dont Hillary Clinton, leur demandant de soutenir les actions prises, ou qui seront prises, pour permettre la libération des 2 000 otages détenus par les FARC (le 1/5<sup>e</sup> de la population de Saint-André).

### Le soutien de Jacques Chirac

Les FARC sont issus d'une organisation marxiste comptant environ 13 000 hommes. Elles sont en guerre contre le gouvernement de Bogota depuis 1964 et ont recours au trafic de drogue et aux enlèvements pour se financer. Actions d'ailleurs dénoncées et combattues par Ingrid Betancourt en tant que sénatrice.

Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Philippe Douste-Blazy et Miguel Martínez, ambassadeur de Colombie en France, ont d'ores et déjà assuré les élus andrésiens de leur soutien.

D'autre part, le gouvernement colombien, qui jusqu'alors s'opposait à toute négociation avec les Forces armées révolutionnaires, a, le 10 août dernier, annoncé qu'il était prêt à rencontrer les responsables des FARC, dans les huit jours, pour discuter d'un possible échange entre rebelles emprisonnés et otages des FARC.

La réunion publique est prévue le 14 octobre, à 20 h, salle Saint-Jean, à moins que d'ici-là, et c'est le vœu des élus à Saint-André, Ingrid Betancourt, qui a été faite citoyenne d'honneur de la ville, ne soit enfin libérée.

Serge CARPENTIER  
*(Correspondant local de presse)*



Ingrid Betancourt a été enlevée le 23 février 2002. Saint-André a décidé de se battre pour sa libération.

V. du Nord 14/08/2005-1226.